



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.106
18 avril 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN DE MANJO
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle).

COPIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
Section Camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain
COMITE CENTRAL DE L'UPC DE MANJO

COM/No.1/55

Manjo, le 29/3/55

A Monsieur le Haut Commissaire de la République au Cameroun
YAOUNDE

Monsieur,

Relativement à votre centralisation du 1er mars 1955/FO/NMR/No.184/CPF et 128/T2/SNA Vu et transmis à la Subdivision de Nkongsamba, le 8 mars 1955, enregistré sous No. 1232 du 9 mars 1955, et No. 3674 de la Région du Mungo. Nous accusant réception de notre lettre adressée en date du 6 janvier 1955; et sur rélation de vous faire connaître d'une façon précise les causes de notre opposi vis-à-vis au projet du terrain de 4.000 hectares situé à Ngol Manjo (Subdivision de Nkongsamba).

Io. Nous vous accusons réception de votre centralisation; et attirons ensuite votre attention sur le fait en vous priant de bien vouloir nous faire connaître la situation géographique du terrain de Ngol-Manjo, et, notamment sa superficie totale.

20. Nous vous adressons ci-joint le concours des opérations oppositives^{1/} pouvant déterminer totalement les causes, de notre intervention, la nature des actes et pièces déterminatives, pouvant vous donner satisfaction dans toutes les circonstances lesquelles est appuyées notre intervention. Plus nous vous prions Mr le Haut Commissaire de considérer comme nulle l'édition du journal officiel du 8 décembre 1954.

Devant servir toutes justifications de notre part, nous vous prions Mr le Haut Commissaire de la République au Cameroun de servir s'il vous plaît à notre intervention.

Veuillez agréer Monsieur le Haut Commissaire l'hommage de notre profond respect.

Pour le bureau du
Ccmité Général de l'UFC de Manjo
Le Secrétaire Général
Nguénou Denis
(s.)

COPIE

CONSERVATION DE LA
PROPRIETE FONCIERE
DU CAMEROUN

B.P. No. 1075
SUBDIVISION DE NKONGSAMBA
ARRIVEE LE 9 Mars 1955
enregistré sous No. 1232

FO/NMR
DOUALA, le 1er mars 1955
(Rue Laperouse)
No. 184/CPF

LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE

A Monsieur le Secrétaire du Ccmité Central de Manjo
de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) à Manjo
s/c de Mr. le Chef de la région du Mungo

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 janvier 1955 par laquelle le Ccmité central de votre mouvement a fait opposition à une demande

1/ Note du Secrétariat

Le document mentionné comme annexe est conservé par le Secrétariat et il sera mis à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

d'immatriculation formulée au nom de l'Administration du Territoire de
4.000 hectares situé à Ngol (Subdivision de Nkongsamba).

Je vous prie de préciser les causes de votre intervention et d'indiquer la
nature des actes, pièces et titres sur lesquels elle est appuyée.

Je vous informe qu'à défaut d'arrangement amiable du litige engagé entre
l'Administration du Territoire et votre mouvement, je transmettrai l'affaire au
Tribunal.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Territoire du Cameroun
conservation Foncière

Région du Mungo

No. 3674, 4 Mars 1955

ARRIVEE

VU ET TRANSMIS

Nkongsamba, le 8 3 1955

Le Chef de Subdivision
